Des troubles étant survenus dans le pays, la constitution fut suspendue le 10 février 1838 et la proclamation s'en fit à Québec, le 29 mars suivant. Un Conseil spécial de vingt-deux membres fut institué pour la direction des affaires du pays.

Dans cet acte qui est intitulé: *An Act to make temporary provision for the government of Lower Canada* (1 et 2 Victoria, chap. 9), il est stipulé par l'article VI, que rien de ce qui est contenu dans cet acte ne sera considéré comme affectant ou invalidant aucune loi, statut ou ordonnance, maintenant en force, en la dite province du Bas-Canada, ou aucune partie d'icelle, excepté dans le cas où ceux-ci seraient en complète contradiction avec le dit acte de suspension.

La Cour Provinciale d'Appel reste composée comme auparavant du gouverneur, du lieutenant-gouverneur, ou de l'administrateur de la province et des membres du Conseil exécutif, qui sont les suivants: les honorables Wm Smith, C.-Fs Delery et W.-A. Cochran (ayant rang et préséance suivant la date de leurs commissions), ainsi que les honorables John Stewart, Dominique Mondelet, Hughs Heney, George Pemberton, Louis Panet, William Shephred, D. Daly, R.-G. Routh, Geo. Moffat, Peter McGill, Toussaint Pothier et Pierre De Rocheblave, puis le juge-en-chef de la Cour du Banc du Roi à Montréal, dont cinq formeront un quorum.

Pendant les premières séances de cette nouvelle Cour d'Appel, durant la suspension de la constitution, ce fut le juge-en-chef Sewell qui présida la Cour; l'année suivante c'était James Stuart, son plus formidable adversaire et ennemi, qui le remplaçait sur le même siège.

Ceux qui aimeraient à connaître l'opinion de Lord Durham sur ce plus haut tribunal de justice de notre province, feraient bien de lire son rapport sur les affaires du Canada, en 1839, où il fait une histoire de cette Cour d'Appel qui n'est pas très flatteuse pour le tribunal, et qui pourtant, nous croyons, se rapproche pas mal de la vérité.

Il y fait surtout un portrait saisissant du Conseil Exécutif dont les membres sont les juges d'Appel. Durham prétend avoir réorganisé cette Cour à son arrivée ici et avoir ranimé la confiance dans ses décisions.

Dans son projet d'Union, Durham suggère une Cour Suprême d'Appel pour toutes les colonies de l'Amérique du Nord, au lieu de laisser subsister un tribunal d'Appel dans chacune des provinces. Cette suggestion de Lord Durham devait à peu près se réaliser par l'établissement d'une Cour Suprême pour la Puissance, en 1875.